

PRÉFECTURE : YAHOUÈDÉOU ABAT SES CARTES ET INSTALLE SON ÉQUIPE

Le mouvement est lancé. Après la réorganisation opérée au niveau de l'administration territoriale, le ministre chargé de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéou, poursuit l'installation de son dispositif. Le

Conseil des ministres du mercredi 2 septembre 2026 a consacré une nouvelle étape avec la nomination de onze Secrétaires généraux de département.



Bio Tchané au Zou : « Les préoccupations du département doivent parvenir au CES sans être déformées »

À N'Dali, Djogbénou renforce le dialogue avec la Base de l'UP-R



Plus de 1 000 orphelins reçoivent des kits à Cotonou

POLITIQUE – UNION PROGRESSISTE LE RENOUVEAU

À N'DALI, JOSEPH DJOGBÉNOU RENFORCE LE DIALOGUE AVEC LA BASE DE L'UP LE RENOUVEAU

En route pour Nikki dans le cadre de la célébration de la Gaani 2026, le président de l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R), Joseph Fifamin Djogbénou, a fait escale à N'Dali le mardi 25 août 2026. À l'invitation des responsables de la section communale, cette étape a été consacrée à une séance d'échanges avec les militants et responsables locaux du parti.

Une halte placée sous le signe de l'écoute

Le passage de Joseph Fifamin Djogbénou à N'Dali s'inscrit dans une dynamique de proximité avec les structures déconcentrées de l'Union Progressiste le Renouveau. Profitant de son déplacement vers Nikki, le président du parti a répondu favorablement à l'invitation de la section communale de N'Dali pour un moment d'échanges avec les acteurs locaux.

La rencontre a permis aux responsables et militants de la formation politique de présenter leurs préoccupations, leurs attentes ainsi

que les réalités auxquelles ils sont confrontés sur le terrain.

Au-delà des échanges, cette rencontre traduit la volonté de la direction de l'UP le Renouveau de maintenir un contact régulier avec sa base et de renforcer la cohésion au sein des différentes structures du parti.

La mobilisation de la base au cœur des préoccupations

À N'Dali, les discussions ont également porté sur la vie du parti et la nécessité de consolider davantage les acquis enregistrés au niveau local. Le président Joseph Djogbénou a ainsi eu l'occasion de prendre le pouls de la section communale et de partager avec ses responsables les orientations de la direction politique.

Cette démarche s'inscrit dans une logique de remobilisation et d'animation permanente des structures de l'UP le Renouveau. Pour la direction du parti, la solidité d'une formation politique repose no-

tamment sur la capacité de ses responsables à rester à l'écoute des militants et des populations.

Une escale avant la Gaani de Nikki

Après cette rencontre avec la section communale de N'Dali, le président de l'UP le Renouveau a poursuivi son déplacement en direction de Nikki, où il était attendu dans le cadre des manifestations liées à la Gaani 2026.

Cette halte à N'Dali aura ainsi constitué une nouvelle occasion pour Joseph Fifamin Djogbénou de réaffirmer l'importance du dialogue avec les structures locales et de la mobilisation des militants autour des orientations du parti.

À travers ce type de rencontres, l'Union Progressiste le Renouveau entend maintenir une dynamique de proximité entre sa direction nationale et ses différentes bases à travers le pays.

Emeric Joël ALLAGBE



MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel «www.lemblemedujour.com»

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

ADMINISTRATION TERRITORIALE | NOUVELLE DYNAMIQUE

PRÉFECTURES : JANVIER YAHOUÈDÉOU ABAT SES CARTES ET INSTALLE SON ÉQUIPE



Onze Secrétaires généraux de département nommés : le ministre de la Décentralisation veut insuffler une nouvelle dynamique à l’administration territoriale

Le mouvement est lancé. Après la réorganisation opérée au niveau de l’administration territoriale, le ministre chargé de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéou, poursuit l’installation de son dispositif. Le Conseil des ministres du mercredi 2 septembre 2026 a consacré une nouvelle étape avec la nomination de onze Secrétaires généraux de département.

De l’Alibori au Zou, en passant par l’Atacora, le Borgou, les Collines, le Couffo, la Donga, le Littoral, le Mono, l’Ouémé et le Plateau, de nouveaux responsables sont appelés à prendre en main la coordination administrative dans les préfectures. L’Atlantique reste, pour le moment, le seul département non concerné par

cette vague de nominations. Une équipe pour renforcer les préfectures

Ces nominations interviennent à un moment où les préfectures sont appelées à jouer un rôle central dans l’accompagnement des communes et la mise en œuvre des politiques publiques sur le terrain.

À travers cette nouvelle configuration, le ministère entend renforcer la coordination des services déconcentrés de l’État, améliorer le suivi des décisions administratives et favoriser une plus grande célérité dans le traitement des dossiers.

Les nouveaux Secrétaires généraux devront ainsi constituer, aux côtés des préfets, un véritable bras administratif pour assurer la continuité et l’efficacité de l’action publique dans les départements.

Les nouveaux visages

La nouvelle équipe se compose de :

- * Alibori : Isaac Guéra Yarou
- * Atacora : Bèdé Prudence N’Po Kouyinampou
- * Borgou : Yazizou Idrissou
- * Collines : Didier Atchou
- * Couffo : Sètodji Nestor Kekou
- * Donga : Saka Abdou Maguidi Gbere Kora
- * Littoral : K. D. Gaston Sossou
- * Mono : Mahoulé Herman Raphaël Azanmasso-Pierre
- * Ouémé : C. M. Patrick Hinnou
- * Plateau : Théophile Kpanon
- * Zou : Nonvidé Rodrigue Michowadou

Le département de l’Atlantique reste en attente d’une nomination dans le cadre de cette série.

Yahouédéou accélère la mise en place de son dispositif

Pour Janvier Yahouédéou, l’enjeu dépasse le simple remplacement de responsables administratifs. Il s’agit de créer une équipe capable de porter une nouvelle dynamique au sein des préfectures et de renforcer l’efficacité de l’administration territoriale.

La réforme de la décentralisation a accru les responsabilités des collectivités locales. Dans ce contexte, la qualité de la coordination entre l’État déconcentré et les communes demeure déterminante.

Les nouveaux Secrétaires gé-

néraux sont donc attendus sur plusieurs fronts : coordination administrative, suivi des réformes, accompagnement des communes, supervision des services déconcentrés et amélioration du service public.

Le défi des résultats

Au-delà des nominations et des installations, le véritable test sera celui des résultats. Les populations attendent une administration plus accessible, plus rapide et plus efficace dans le traitement de leurs préoccupations.

La nouvelle équipe devra donc rapidement prendre ses marques et contribuer à traduire sur le terrain les orientations du Gouvernement.

Avec ces onze nominations, Janvier Yahouédéou pose une nouvelle pierre dans la réorganisation de l’administration territoriale. La prochaine étape sera celle de l’installation effective des responsables et, surtout, de leur capacité à donner aux préfectures le nouveau souffle attendu.

L’objectif est désormais clair : faire des préfectures des administrations territoriales plus performantes, mieux coordonnées et davantage au service des communes et des populations.

Emeric Joël ALLAGBE

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL / TOURNÉE DE LA 8E MANDATURE

Bio Tchané au Zou : « Les préoccupations du département doivent parvenir au CES sans être déformées »

À Abomey, le président du Conseil économique et social a lancé les activités du Conseil départemental du Zou et appelé les conseillers à devenir les véritables relais des populations. Culture, tourisme, emploi des jeunes, foncier et cohésion sociale : plusieurs défis du département ont été portés au cœur des échanges.

Après les Collines dans la matinée, le président du Conseil économique et social (CES), Abdoulaye Bio Tchané, a poursuivi, mercredi 2 septembre 2026, sa tournée de lancement des activités des Conseils départementaux de la huitième mandature. Destination : Abomey, où il a officiellement lancé les activités du Conseil départemental du CES du Zou, à l'occasion de l'ouverture de sa deuxième session ordinaire, prévue du 2 au 11 septembre.

À travers cette étape, le président du CES veut donner un contenu concret à la territorialisation de l'institution et surtout rapprocher davantage celle-ci des réalités vécues dans les différentes régions du pays.

Accompagné du deuxième vice-président Pascal Essou, des autres vice-présidents, du Secrétaire général et de plusieurs cadres techniques, Abdoulaye Bio Tchané a échangé avec les conseillers départementaux sur leurs responsabilités, les orientations de la huitième mandature et les principales préoccupations du Zou.

La rencontre a également réuni le préfet du Zou, Laurent Zomaï, le maire d'Abomey, les membres de la Conférence administrative départementale et plusieurs personnalités.

Abomey met ses préoccupations sur la table

Dès l'ouverture des travaux, le coordonnateur départemental du CES du Zou, Zéphirin Kindjanhouné, a planté le décor. Dans son intervention, il a mis en lumière les potentialités du département, mais aussi plusieurs défis auxquels les populations restent confrontées.

La valorisation du patrimoine historique et culturel d'Abomey s'est imposée comme l'une des principales préoccupations. Le responsable départemental a notamment plaidé pour une meilleure mise en valeur des sites historiques et du potentiel touristique de la cité royale.

La Route de l'Esclave, reliant Abomey à la Porte du Retour à Ouidah, ainsi que la restauration et la valorisation des sites historiques ont été évoquées comme des leviers susceptibles de renforcer l'attractivité du département et de stimuler son économie.

Mais les préoccupations ne sont pas uniquement culturelles. Les questions liées à la cohésion sociale, à la chefferie traditionnelle, au foncier et aux limites territoriales entre les neuf communes du Zou ont également été sou-

levées.

L'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes, le développement de l'artisanat et la modernisation du département complètent cette liste de priorités soumises à l'attention du président du CES.

« Quatre priorités. Une seule ambition »

Dans son adresse aux conseillers départementaux, Abdoulaye Bio Tchané a rappelé que leur désignation constitue certes un honneur, mais surtout une responsabilité.

Pour la huitième mandature, le président du CES entend articuler l'action de l'institution autour de quatre priorités : l'utilité, la proximité citoyenne, le dialogue interinstitutionnel et le rayonnement international.

« Quatre priorités. Une seule ambition : faire du CES une institution qui compte dans la vie de la Nation », a-t-il affirmé.

Le président de l'institution a également rappelé les premières avancées de la nouvelle mandature, notamment l'adoption du nouveau Règlement intérieur du CES, déclaré conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle le 27 août 2026, ainsi que le lancement du processus d'élaboration du Plan stratégique 2027-2031.

Pour Abdoulaye Bio Tchané, cette tournée doit permettre aux conseillers de mieux comprendre les fondements de cette nouvelle dynamique et d'en assurer la traduction sur le terrain.

Le conseiller départemental, « trait d'union » entre le citoyen et le CES

Le message du président du CES aux conseillers du Zou a été particulièrement clair : leur mission ne doit pas se limiter aux réunions institutionnelles.

Ils doivent être présents sur le terrain, à l'écoute des populations et capables de faire remonter leurs préoccupations vers le niveau national.

« Votre rôle, à cet égard, se joue sur deux fronts qui se complètent. Sensibiliser, d'abord : faire connaître aux populations du Zou les textes, les réformes, les décisions qui engagent leur vie quotidienne, dans un langage qui leur parle. Écouter, ensuite : recueillir, sur ces mêmes textes, leurs interrogations, leurs réserves, leurs attentes, et me les faire remonter sans les déformer », a-t-il déclaré.

Cette exigence d'écoute prend une dimension particulière au Zou, département aux réalités économiques, sociales, culturelles et foncières spécifiques.

« Car au-delà des préoccupations générales de nos concitoyens, il y a celles, propres et singulières, du Zou — et c'est à vous qu'il revient de me les porter », a insisté Abdoulaye Bio Tchané.

Les conseillers départementaux sont ainsi appelés à devenir les « traits d'union » entre le CES et les citoyens.

Le patrimoine d'Abomey au cœur du développement

Les échanges ont particulièrement insisté sur la dimension culturelle et touristique du Zou.

Pour Abdoulaye Bio Tchané, Abomey occupe une place incontournable dans le patrimoine national. Le président du CES a reconnu que le rayonnement culturel du Bénin et le développement du tourisme culturel ne peuvent être pensés sans prendre en compte la cité historique.

Le potentiel du Musée historique d'Abomey et la valorisation des différents sites patrimoniaux ont ainsi été remis au centre des discussions.

Au-delà de la culture, les participants ont également insisté sur les défis liés à l'éducation, à la formation et à l'emploi des jeunes.

Le président du CES a souligné l'importance des formations techniques, professionnelles et agricoles pour répondre aux besoins du marché et préparer la jeunesse aux emplois de demain.

Le développement des lycées agricoles modernes et le renforcement des compétences dans les secteurs productifs ont notamment été évoqués, tout comme la nécessité de faciliter l'accès au financement et l'accompagnement des jeunes porteurs de projets.

La nouvelle architecture du CES expliquée

Autre temps fort de la rencontre : l'explication des réformes institutionnelles engagées au sein du CES.

La territorialisation de l'institution, engagée depuis 2024, doit permettre au Conseil d'être davantage présent dans les départements et de mieux assurer sa mission de proximité.

Cette réforme renforce notamment le rôle des Conseils départementaux dans la vulgarisation des lois et textes réglementaires ainsi que dans la remontée des préoccupations des citoyens.

Les conseillers ont également été informés des conséquences de la réforme du 31 juillet 2026 portant intégration des fonctions du Médiateur de la République au sein du CES.

À la suite de cette évolution, le Règlement intérieur du CES a été adapté et déclaré conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle le 27 août 2026. Les fonctions du Médiateur de la République sont désormais exercées au sein du CES par le premier vice-président.

Le Zou attendu sur le Plan stratégique 2027-2031

La deuxième session ordinaire du Conseil départemental du CES du Zou constitue également une occasion pour le département de contribuer à l'élaboration du prochain Plan stratégique 2027-2031 de l'institution.

Les services techniques du département ont exprimé leur disponibilité à accompagner le processus.

L'ambition est de faire remonter, dans ce document stratégique, les réalités et priorités du Zou : patrimoine et tourisme, emploi et formation des jeunes, développement économique, cohésion sociale, artisanat et problématiques foncières.

Une manière, pour le CES, de faire de la territorialisation non pas un simple dispositif administratif, mais un véritable mécanisme de participation des territoires à la réflexion nationale.

« Sans vous, ils resteront des mots »

Au terme des échanges, Abdoulaye Bio Tchané a de nouveau responsabilisé les conseillers départementaux.

« Quatre piliers. Une seule certitude : sans vous, ils resteront des mots », leur a-t-il lancé.

À travers cette formule, le président du CES entend rappeler que la réussite de la huitième mandature dépendra aussi de la capacité des représentants départementaux à être présents, disponibles et à l'écoute.

L'étape d'Abomey marque ainsi une nouvelle séquence dans la tournée officielle de lancement des activités des Conseils départementaux du CES. Après le septentrion et les Collines, le président du CES poursuit son déploiement dans les départements du Centre et du Sud avec une ambition affichée : faire du CES une institution plus utile, plus proche des citoyens et davantage connectée aux réalités des territoires.

À terme, le message porté depuis Abomey se résume en une exigence : que chaque préoccupation exprimée dans les communes puisse trouver un chemin jusqu'au CES et que chaque réforme portée par la République puisse être mieux comprise par les citoyens.

Emeric Joël ALLAGBE



MODE BÉNINOISE

Mlle Moudiath Sanni veut imposer la marque « SANN » au Bénin et au-delà



À bâtons rompus avec la promotrice de la marque de vêtements « SANN », Mlle Moudiath Sanni

Dans l’univers de la mode béninoise, de jeunes créateurs se distinguent par leur talent, leur audace et leur volonté de valoriser le savoir-faire local. Parmi eux, Mlle Moudiath Sanni, promotrice de la marque de vêtements « SANN », nourrit de grandes ambitions pour son entreprise. À travers plusieurs collections déjà réali-

sées pour hommes et femmes, la jeune entrepreneure entend faire de sa marque une référence aussi bien au Bénin qu’à l’international.

Une passion transformée en marque
Passionnée par la mode et la création vestimentaire, Moudiath Sanni a progressivement donné corps à sa vision en lançant sa propre marque. « SANN » se veut une identité vestimentaire portée par la créativité, l’élégance et l’originalité.

Au fil de ses collections, la promotrice propose des modèles destinés aussi bien à la gent féminine qu’aux hommes. Une diversité qui traduit sa volonté de toucher un public large et de répondre aux différentes attentes des amoureux de la mode.

Plusieurs collections déjà à son actif

La marque SANN compte déjà plusieurs collections de vêtements. Des créations qui témoignent du chemin parcouru par sa promotrice et de son engagement à construire une identité propre à sa maison de mode.

Pour Moudiath Sanni, chaque collection constitue une nouvelle occasion d’exprimer sa créativité, de repousser ses limites et surtout de mieux faire connaître sa marque auprès du public béninois.

Conquérir le marché béninois avant l’international

L’ambition de la promotrice ne s’arrête toutefois pas aux frontières du Bénin. Mlle Moudiath Sanni rêve de voir « SANN » portée par les Béninois, mais également par une clientèle au-delà du territoire national.

Son objectif est clair : imposer progressivement la marque SANN comme une signature de la mode béninoise, capable de s’exporter et de rivaliser avec d’autres marques sur les marchés régionaux et internationaux.

Cette ambition s’inscrit également dans une volonté de contribuer au rayonnement de la mode béninoise. Pour la jeune promotrice, le talent et la créativité des jeunes du pays peuvent permettre de construire des marques fortes et durables, capables de franchir les frontières.

Une vision pour l’avenir

Avec plusieurs collections déjà réalisées et une détermination affichée, Moudiath Sanni entend poursuivre le développement de SANN. Elle mise sur la créativité, la qualité et l’innovation pour faire grandir sa marque et gagner davantage de visibilité.

À travers son parcours, la promotrice adresse également un message à la jeunesse béninoise : oser entreprendre, croire en son talent et travailler avec persévérance pour transformer une passion en véritable projet professionnel.

De ses premières collections à son ambition de conquérir l’international, Mlle Moudiath Sanni trace ainsi son chemin dans le monde de la mode. Et avec SANN, elle entend bien faire entendre une signature béninoise au-delà des frontières.

Accéder à la boutique en ligne : <https://www.sannofficial.com/>

Contact : 0190916668



Les résidences FENOOU

Votre confort, notre priorité

Loin de chez vous,
**RETROUVEZ LA CHALEUR
D'UN FOYER !**

Chambres privées et cuisine conviviale
pour partager des repas faits maison,
rire et préparer vos aventures
du lendemain.

L'expérience idéale
pour profiter à votre rythme !

• CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique

GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE SUR LE LIEU



Profitez d'un séjour sans interruption
grâce à notre groupe électrogène
qui assure votre confort en toutes
circonstances !



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

SOUTIEN AUX ENFANTS DE MILITAIRES DÉCÉDÉS EN SERVICE

Plus de 1 000 orphelins reçoivent des kits à Cotonou



Le gouvernement béninois renforce son accompagnement aux familles des militaires tombés en activité. Plus de 1 000 enfants orphelins de militaires décédés alors qu'ils étaient en service ont bénéficié de kits, à l'occasion d'une cérémonie organisée ce jeudi 3 septembre 2026 à la Base aérienne de Cotonou.

Présidée par le ministre de la Défense nationale, Gildas Agonkan, la cérémonie a réuni plusieurs personnalités, notamment la ministre en charge de la Famille et des Affaires sociales ainsi que des hauts gradés des Forces armées béninoises.

Un geste en mémoire du sacrifice des militaires

À travers la remise de ces kits, les autorités entendent apporter un soutien concret aux enfants dont les parents ont perdu la vie dans l'exercice de leurs missions. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de solidarité et de reconnaissance envers les militaires qui ont consacré leur vie au service de la Nation.

La cérémonie a également été marquée par la présence de la Jama'at islamique Ahmadiyya, qui accompagne le gouvernement béninois dans cette action de solidarité. Sa participation témoigne de l'implication des acteurs religieux et sociaux aux côtés des pouvoirs publics dans les

initiatives destinées aux personnes vulnérables.

Une opération qui se poursuit dans les départements L'action ne se limite pas à la cérémonie de Cotonou. Une équipe du ministère de la Défense nationale est actuellement déployée sur le terrain dans les différents départements afin d'assurer la distribution des kits aux bénéficiaires.

Cette opération permettra ainsi de rapprocher l'aide des familles concernées et de garantir une couverture plus large du dispositif.

Au-delà des kits distribués, cette initiative porte un message fort : la Nation n'oublie pas les familles de ceux qui ont perdu la vie en la servant. Elle traduit la volonté des autorités de maintenir un accompagnement à l'endroit des enfants laissés derrière par ces militaires.

Emeric Joël ALLAGBE



ÉDUCATION

Cantines scolaires : le Bénin veut nourrir 1,9 million d'écoliers dès la rentrée

500 000 nouveaux bénéficiaires attendus : le Gouvernement accélère l'extension du programme national des cantines scolaires

Le programme des cantines scolaires franchit un nouveau seuil au Bénin. Dès la rentrée scolaire 2026-2027, le nombre d'écoliers bénéficiaires devrait passer d'environ 1,4 million à 1,9 million dans les écoles publiques. Soit près de 500 000 enfants supplémentaires qui pourront bénéficier de repas scolaires dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire.

Un nouveau cap pour les cantines scolaires

La décision a été annoncée à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 2 septembre 2026. Elle traduit l'ambition des autorités béninoises de poursuivre l'extension du programme des cantines scolaires et d'en faire davantage un outil de soutien à la scolarisation et au bien-être des enfants.

Avec cette nouvelle cible, le dispositif devrait

toucher une proportion encore plus importante des élèves des établissements publics des enseignements maternel et primaire.

500 000 enfants de plus à prendre en charge

Le passage de 1,4 million à 1,9 million de bénéficiaires constitue une progression significative. Environ 500 000 écoliers supplémentaires sont ainsi attendus dans le programme à compter de la nouvelle année scolaire.

Pour les familles, notamment celles confrontées à des difficultés économiques, cette prise en charge représente un soutien non négligeable. Pour les élèves, elle doit contribuer à créer de meilleures conditions d'apprentissage tout au long de la journée scolaire.

Des moyens renforcés pour accompagner l'extension

Cette montée en puissance nécessite également un renforcement du dispositif opérationnel.

nel. Le Gouvernement entend ainsi accroître les moyens de l'Agence nationale d'Alimentation et de la Nutrition (ANAN) afin de lui permettre d'assurer efficacement l'extension du programme.

L'objectif est de pouvoir répondre à l'augmentation du nombre de bénéficiaires tout en veillant à la qualité des repas servis dans les écoles.

La cantine, bien plus qu'un simple repas

Au Bénin, le programme des cantines scolaires dépasse désormais la seule question de l'alimentation. Il constitue également un instrument de politique éducative et sociale.

Un enfant qui dispose d'un repas à l'école est davantage susceptible de rester concentré pendant les cours et de poursuivre régulièrement sa scolarité. Le dispositif participe également à la réduction de certaines charges qui pèsent sur les ménages.

En élargissant encore la couverture, le Gouvernement entend donc agir simultanément sur la nutrition, la fréquentation scolaire, les conditions d'apprentissage et le soutien aux familles.

Cap sur 1,9 million d'écoliers

Avec cette nouvelle extension, le Bénin poursuit progressivement la généralisation de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques.

Le défi sera désormais de maintenir la qualité du service tout en assurant une gestion efficace des ressources mobilisées pour atteindre cette nouvelle cible.

Dès la rentrée 2026-2027, près de 1,9 million d'écoliers sont ainsi appelés à bénéficier du programme des cantines scolaires. Un nouveau pas dans la politique d'investissement du Bénin en faveur de l'enfance et du capital humain.

Emeric Joël ALLAGBE

FOOTBALL — COOPÉRATION INTERNATIONALE

La FIFA reçoit la nouvelle direction du football béninois à Zurich

Mathurin De Chacus et Marcellin Bocovè échangent avec Gianni Infantino au siège de la FIFA

Une délégation de la Fédération béninoise de football (FBF) a été reçue ce jeudi 3 septembre 2026 au siège de la Fédération internationale de football association (FIFA), à Zurich, en Suisse. Une rencontre placée sous le signe du dialogue et de la coopération autour du développement du football béninois.

Conduite par Mathurin De Chacus, président sortant de la FBF, et Marcellin Bocovè, nouveau président de l'instance faîtière du football béninois, la délégation a été accueillie par Gianni Infantino, président de la FIFA.

Cette audience intervient dans un contexte de transition à la tête de la Fédération béninoise

de football, avec l'arrivée de Marcellin Bocovè à la présidence. La présence conjointe de l'ancien et du nouveau président témoigne également d'une volonté d'assurer la continuité dans les relations entre la FBF et l'instance dirigeante du football mondial.

Au cours de cette rencontre, les responsables béninois ont notamment eu l'occasion de renforcer les liens avec la FIFA et de poser les bases d'une collaboration tournée vers la poursuite du développement du football au Bénin.

La rencontre, immortalisée par une photo officielle autour du ballon de la FIFA, marque ainsi un premier rendez-vous international important pour la nouvelle équipe dirigeante de la FBF.

Emeric Joël ALLAGBE



DIPLOMATIE – UNION AFRICAINE

Paix et sécurité en Afrique : le Bénin prend la présidence du CPS



Cotonou au cœur des décisions sécuritaires du continent

Le Bénin préside, depuis le 1er septembre 2026, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Une responsabilité stratégique qui place la diplomatie béninoise au premier plan des discussions continentales sur la prévention des conflits, la gestion des crises et la consolidation de la paix.

Le Bénin renforce sa présence dans les instances décisionnelles de l'Union africaine. Depuis le 1er septembre 2026, le pays assure la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'organisation panafricaine, pour une durée d'un mois.

Cette responsabilité intervient dans le cadre du mandat du Bénin au sein du CPS pour la période 2026-2028. Élu parmi les membres de cet organe chargé des questions de paix et de sécurité, Cotonou se retrouve ainsi au centre des échanges consacrés aux principaux défis sécuritaires auxquels le continent africain est confronté.

Une présidence dans un contexte délicat

La prise de fonction du Bénin intervient dans un environnement continental marqué par la persistance de plusieurs foyers de tensions et de conflits. De l'instabilité politique aux violences armées, en passant par le terrorisme et les crises humanitaires, les défis restent nombreux pour les États africains.

Durant son mois de présidence, le Bénin devra notamment accompagner les travaux du Conseil et contribuer à la conduite de son agenda. Les différentes sessions permettront d'examiner plusieurs situations de crise et des problématiques thématiques liées à la

paix, à la sécurité et à la stabilité du continent.

Le dossier de la République centrafricaine figure notamment parmi les questions inscrites à l'agenda du CPS au cours de cette période.

Cotonou gagne en visibilité diplomatique

Cette présidence constitue surtout une nouvelle vitrine pour la diplomatie béninoise. Elle donne à Cotonou l'occasion de porter ses positions au sein d'un organe stratégique de l'Union africaine et de participer davantage à la définition des réponses africaines aux crises qui affectent le continent.

À travers cette responsabilité, le Bénin confirme donc son engagement dans les mécanismes continentaux de prévention et de règlement des conflits. Une présence qui intervient alors que les questions sécuritaires occupent une place croissante dans les priorités de l'agenda africain.

Pour le Bénin, la présidence du CPS représente ainsi à la fois une responsabilité institutionnelle et une opportunité diplomatique : celle de faire entendre davantage sa voix dans les débats sur l'avenir de la paix et de la stabilité en Afrique.

Si vous le souhaitez, je peux également vous faire une version encore plus "journal quotidien", avec un titre du type « Le Bénin au cœur de la sécurité africaine », un chapeau très accrocheur et des intertitres plus courts.

Emeric Joël ALLAGBE

ÉDUCATION – RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027

12.000 tables - bancs et de nouveaux chantiers dans les Lycées



Le Gouvernement accélère le renforcement des infrastructures scolaires

À quelques semaines de la rentrée scolaire 2026-2027, le Gouvernement béninois multiplie les initiatives pour améliorer les conditions d'apprentissage dans les établissements publics. Réuni mercredi 2 septembre 2026, le Conseil des ministres a décidé de renforcer le mobilier scolaire et d'engager de nouvelles opérations de réhabilitation et d'équipement dans plusieurs lycées de jeunes filles du pays.

cées de jeunes filles du pays.

La question du mobilier scolaire s'impose comme l'une des priorités. Pour répondre aux besoins urgents des établissements, un premier lot de 12 000 tables-bancs sera réalisé au profit des collèges d'enseignement général (CEG).

Cette mesure constitue une première réponse au déficit constaté dans plusieurs établissements. Mais le Gouvernement veut aller plus loin.

Une évaluation exhaustive des besoins en mobilier et en salles de classe devra permettre de disposer d'un état précis des insuffisances. Sur cette base, un plan de résorption à court et moyen termes sera élaboré afin de répondre progressivement aux besoins identifiés.

Les lycées de jeunes filles concernés

Le Conseil des ministres a également accordé une attention particulière aux établissements dédiés à la formation des jeunes filles.

La décision porte sur la réhabilitation et l'équipement des lycées de jeunes filles, avec notamment les établissements d'Abomey, Lokossa, Natitingou, Ouidah, Parakou et Porto-Novo.

À travers ces travaux, l'exécutif entend mettre ces infrastructures aux normes, améliorer leur cadre de vie et d'études et offrir aux apprenantes des conditions plus favorables à leur réussite scolaire.

Une réponse aux besoins d'un système éducatif en croissance

Ces décisions interviennent alors que le système éducatif béninois fait face à une progression continue des effectifs scolaires, avec pour conséquence une pression accrue sur les salles de classe et le mobilier.

Le Gouvernement mise ainsi sur une approche combinant réponses immédiates et solutions structurelles : 12 000 tables-bancs dans un premier temps, évaluation globale des besoins, planification de nouvelles interventions et modernisation des infrastructures destinées notamment aux jeunes filles.

L'enjeu est désormais celui de la mise en œuvre. Pour les élèves, les enseignants et les parents, ces investissements devront se traduire concrètement par des salles mieux équipées, des établissements plus fonctionnels et un environnement scolaire davantage propice aux apprentissages.

Avec ces nouvelles mesures, l'exécutif entend poursuivre la transformation du cadre scolaire béninois et accompagner la croissance des effectifs par des infrastructures adaptées aux exigences de l'éducation moderne.

Emeric Joël ALLAGBE

PROTECTION SOCIALE

Le Bénin prépare 35 nouveaux centres dans 26 communes

Le gouvernement veut rapprocher davantage la protection sociale des populations. Trentecinq Centres intégrés économiques, sociaux et numériques seront construits dans 26 communes. Ces nouvelles infrastructures doivent faciliter l'accès aux services sociaux, accompagner les ménages vulnérables et renforcer l'inclusion numérique.

Le dispositif béninois de protection sociale s'apprête à connaître une nouvelle évolution. Le gouvernement a décidé de renforcer son maillage territorial à travers la construction de 35 Centres intégrés économiques, sociaux et numériques dans 26 communes.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme de Filets de Protection Sociale Productifs. Elle vise à offrir aux populations des espaces de proximité regroupant plusieurs services et dispositifs d'accompagnement.

Des centres au plus près des populations

Les 35 infrastructures seront réparties dans 26 communes, notamment à Kandi, Banikoara, Natitingou, Matéri, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Parakou, Nikki, Tchaourou, Dassa-Zoumè, Savalou, Aplahoué, Djakotomey, Bassila, Djougou, Cotonou, Houéyogbé, Lokossa, Adjohoun, Porto-Novo, Sèmè-Podji, Adja-Ouèrè, Pobè, Abomey et Bohicon.

Le choix de ces localités vise à renforcer la proximité des services de protection sociale et à faciliter l'accès des citoyens aux différents mécanismes d'aide et d'accompagnement.

Un dispositif qui rassemble plusieurs services

Ces centres ne seront pas de simples infrastructures administratives. Ils sont conçus comme de véritables espaces intégrés où plusieurs services pourront être accessibles aux populations.

Ils devront notamment abriter les Guichets uniques de protection sociale (GUPS), des agences de La Poste du Bénin ainsi que des Points numériques communautaires (PNC).

Pour les citoyens, le principal avantage attendu est la simplification des démarches. Plusieurs besoins pourront être pris en charge dans un même espace, limitant ainsi les déplacements et facilitant l'orientation des usagers.

Les populations vulnérables au cœur du projet

L'initiative accorde une attention particulière aux ménages confrontés à l'extrême pauvreté et aux personnes affectées par différents chocs économiques ou sociaux.

Le dispositif doit notamment contribuer à renforcer leur capacité productive et leur autonomie.

L'accompagnement financier progressif prévu dans le cadre du programme devrait permettre à certains bénéficiaires de développer des activités génératrices de revenus, avec l'ambition de leur permettre de sortir progressivement de la précarité.

Le numérique comme nouveau levier d'inclusion

La composante numérique constitue également une innovation majeure.

Avec les Points numériques communautaires, les populations pourront bénéficier d'un accès et d'un accompagnement de proximité dans l'utilisation des services numériques.

Cette présence est appelée à faciliter l'accès aux démarches dématérialisées et à réduire les difficultés rencontrées par les citoyens moins familiers avec les outils numériques.

Quels bénéfices pour les citoyens ?

La mise en place de ces centres devrait produire plusieurs effets concrets :

- * un accès plus proche aux services sociaux ;
- * une réduction des déplacements pour les bénéficiaires ;
- * une meilleure orientation des personnes vulnérables ;
- * un accompagnement accru des initiatives économiques ;

- * un accès facilité aux services numériques ;
- * une meilleure coordination entre les différents services de proximité.

Au-delà de ces avantages, le projet porte une ambition plus large : faire de la protection sociale un instrument permettant non seulement de répondre aux situations de vulnérabilité, mais aussi de favoriser l'autonomisation économique des bénéficiaires.

Un nouveau visage pour la protection sociale

Avec ces 35 centres, le gouvernement entend renforcer la présence des services sociaux dans les communes et rapprocher davantage l'action publique des citoyens.

L'intégration du social, de l'économique et du numérique dans un même espace constitue ainsi un changement d'approche.

À terme, ces infrastructures devraient devenir de véritables pôles de services de proximité, destinés à accompagner les populations dans leurs démarches sociales, leurs initiatives économiques et leur accès au numérique.

Une nouvelle étape qui pourrait contribuer à rendre la protection sociale béninoise plus accessible, plus intégrée et davantage tournée vers l'autonomisation des populations.

Emeric Joël ALLAGBE



L'endroit by Olabissi

A propos

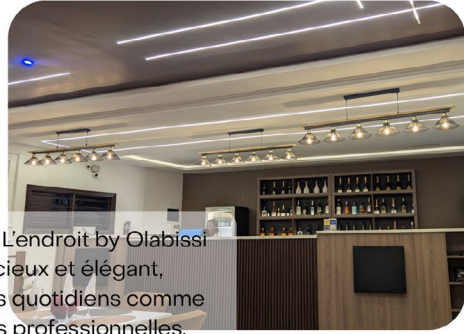
Situé à Porto-Novo, Oganla, en face du Ministère de l'Enseignement Primaire, L'endroit by Olabissi est un cadre prestigieux qui incarne l'élégance, le raffinement et l'excellence de service. Véritable adresse de référence, le restaurant se distingue par son ambiance soignée et son attention portée aux moindres détails. Lieu de rencontre privilégié des personnalités, des officiels et des cadres, L'endroit by Olabissi s'impose comme un symbole de standing et de convivialité. L'établissement propose une sélection exquise de mets, alliant les saveurs authentiques du Bénin à des inspirations culinaires modernes, pour offrir à chaque client une expérience gastronomique unique. Plus qu'un restaurant, L'endroit by Olabissi est un espace d'exception dédié à l'organisation de cocktails, dîners de gala et événements prestigieux, avec un accompagnement sur mesure.



Hall principal & terrasse



Le hall principal de L'endroit by Olabissi offre un cadre spacieux et élégant, idéal pour les repas quotidiens comme pour les rencontres professionnelles. La terrasse, ouverte et aérée, apporte une atmosphère détendue et agréable, parfaite pour profiter du moment.

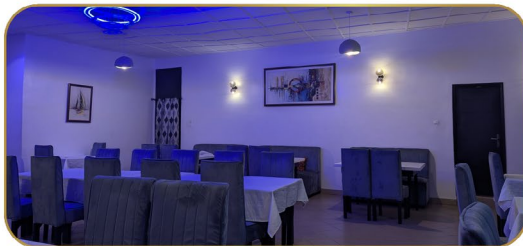
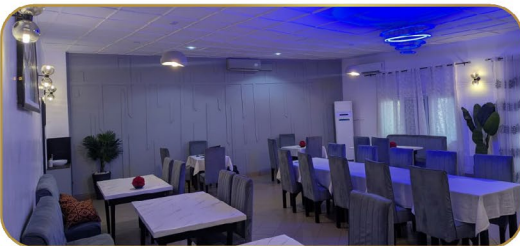
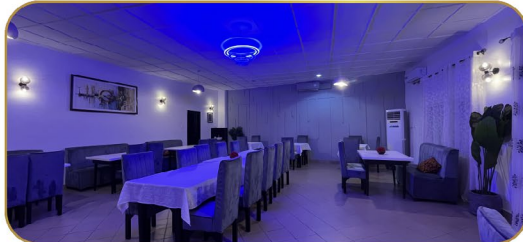


Grand jardin verdoyant



Véritable atout du restaurant, le jardin verdoyant offre un environnement naturel et apaisant. Il constitue le lieu idéal pour l'organisation de réceptions, mariages et événements en plein air dans un cadre chic et harmonieux.

Salle VIP



Pensée pour une clientèle exigeante, la salle VIP propose un espace privé, raffiné et confortable, adapté aux réunions, rencontres d'affaires et événements exclusifs en toute discrétion.

Salon Privé



Le salon de L'endroit by Olabissi offre une ambiance cosy et chaleureuse, idéale pour des moments de détente, des échanges confidentiels ou des rendez-vous en petit comité.



Service traiteur



Le restaurant propose un service traiteur haut de gamme, avec des menus personnalisés alliant qualité, créativité et authenticité, adaptés à tous types d'événements.



L'Endroit By Olabissi

FJF8+3WF, Ave William Ponty,
Porto-Novo

☎ 01 60 13 56 56

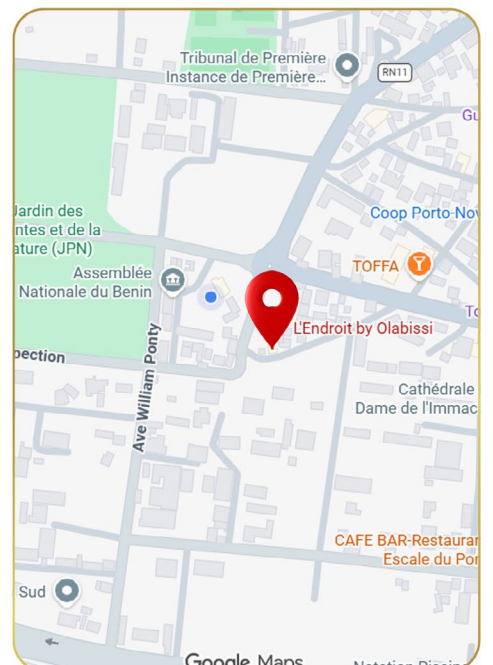
✉ lendroitporto@gmail.com

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :

📍 L'endroit by olabissi

📷 [lendroit_restaurantpn](#)

📍 L'endroit by olabissi - Restaurant/PN



@Copyright2026

EN MEMOIRE DE



VINOU Joseph
Joachim

Décédé le 19 Août 2026
dans sa 55^{ème} année

ont la profonde douleur de vous
annoncer le décès de leur très cher et
regretté fils, frère, cousin, oncle, père,
beau-père, grand père.



VINOU
Joseph Joachim

Décédé le Mercredi 19 Août 2026
dans sa 55^{ème} année

ANNONCE DE DÉCÈS



- La collectivité VINOUE, KPOSSOU, AGADA GBAN de Dégou Comè de Porto-Novo et de SOZOUKO
- Famille VINOUE, GBODOGBE,
- Famille AVAHOUIN HLIHOUNME de ZEVOUN AGA
- La Collectivité HOUGBADJA GODJO de Sahè Abigo, d'ADANDOKPODJI d'Abomey et de Sakété à Ita Djèbou.
- La Collectivité DJINHOUN de HONDJI, de la famille OUSOU AGBADAMOU du Bénin et de la Côte-d'Ivoire
- La famille OGOUBIYI de Dégou à Sakété.
- La veuve VINOUE AVAHOUI RITA

Les frères et sœurs du défunt

Feu VINOUE José, VINOUE Sylvie, Feu VINOUE Goldfroid, VINOUE Maoutin, Feu VINOUE Eugénie, VINOUE Mélanie, VINOUE Oscar Mathias, VINOUE Yves, OGOUBIYI Paul et OGOUBIYI Eric

La veuve GODJO Laurence Michèle épouse VINOUE

Les enfants du défunt

VINOUE Bernice et sa petite fille YATCHE ADAYA Mistourath, VINOUE Fiacre, VINOUE Fresnel

PROGRAMME
DES OBSÈQUES





Vendredi 4 septembre 2026

20 H 00 : Veillée de prières au domicile du défunt animée par la chorale de l'Eglise Catholique de OUVINIE.

Lieu : - Tokpota Zèbè en face du marché plastique
- 5^{ème} vons à droite après la SBEE de Tokpota en quittant la maison Blanche pour l'église Orthodoxe

Samedi 5 septembre 2026

06 H 00 : Retrait du corps à la morgue.

09 H 00 : Messe d'enterrement animée par la chorale des Jeunes à l'église Catholique St Paul de Dowa

Les condoléances seront reçues sur le parvis de l'église
Inhumation au Cimetière Djègan-Daho

REMERCIEMENTS

Les familles parentes, alliées et amies, profondément touchées des nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées par votre présence, vos visites, messages, courriels, coups de fils, pensées positives, assistances diverses, vous expriment ici leurs vifs et sincères remerciements et prient le Tout puissant de vous le rendre au centuple.

Deux espaces d'exception, UN CONFORT ABSOLU

Pour vos événements, séjours et moments inoubliables.



Les résidences

FENOU

Votre confort, notre priorité



Chambres privées et
cuisine conviviale



Luxe et confort,
décor authentique



Emplacement
stratégique



Groupe électrogène
disponible



ELONA HOUSE



Salles de fêtes et de conférences

Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... Elona House est l'espace idéal pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.



ASSISTANCE
TECHNIQUE
PRO



GRANDE
CAPACITÉ
MODULABLE



SALLES
CLIMATISÉES



GROUPE
ÉLECTROGÈNE
DISPONIBLE



Djassin Hounvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707



GROUPE
ÉLECTROGÈNE
DISPONIBLE
SUR LES DEUX SITES